

AUTOROUTE EST-ouest, AFFAIRE SONATRACH, AFFAIRE KHALIFA ...

Des procès vidés de leur sens

Le grand déballage n'aura pas eu lieu. L'opinion publique restera sur sa faim en dépit de la succession de procès pour corruption. Ni le procès de l'autoroute Est-Ouest, ni celui de l'ancien P-dg de Sonatrach, ni encore moins celui de Khalifa en cours n'ont permis de dévoiler les liens entre politique et affaires douteuses. La célérité avec laquelle sont liquidées ces affaires cache mal la volonté d'en finir au plus vite, au détriment de la vérité.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Ceux qui s'attendaient à des révélations ont vite déchanté. Les procès pour corruption se suivent et se ressemblent : des accusés qui ne savent presque rien, des instructions qui épargnent les hauts responsables et au final des condamnations qui sonnent le signal de la clôture définitive des dossiers.

Après une longue hibernation, la justice ouvrait les lourds dossiers attendus par une opinion publique qui, de longs mois durant, avait été choquée par l'ampleur que prenait la corruption. Elle ne connaîtra cependant jamais les liens étroits entre le monde des affaires et celui des décideurs politiques. Et pourtant des noms ont longtemps circulé avec insistance : celui de Amar Ghoul dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest, celui de Chakib Khelil dans celle de Sonatrach, sans compter les

nombreux ministres dont les noms ont été cités lors du premier acte du procès Khalifa. Qu'encourent-ils ? Strictement rien. A l'exception de Chakib Khelil, impliqué dans l'affaire Sonatrach II et faisant l'objet de poursuites, les autres responsables n'ont aucun souci à se faire.

Amar Ghoul occupe toujours le poste de ministre en dépit des nombreuses déclarations qui le mettent en cause dans le cadre de l'affaire de l'autoroute.

Les autres, à l'image du ministre des Finances, de celui de l'Habitat, pour ne citer que ceux-là, ont le statut de témoins. Ils seront probablement convoqués par le tribunal, notamment dans l'affaire Khalifa. Ils feront de la figuration tant les jeux semblent déjà faits et le sort de ces procès scellé d'avance. Le ton a été donné par le procès de l'autoroute Est-Ouest.



Photo : Samir Sid

Le grand déballage n'a pas eu lieu.

Au terme de ce dernier, les deux principaux accusés ont été condamnés à dix ans de prison ferme. Il s'agit du consultant en finances Chani Medjdoub et d'un ancien cadre du ministère des Travaux publics, Mohamed Khelladi.

Lors du procès, l'ancien ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, aujourd'hui aux transports, a été mis

en cause par l'un des accusés. Il est pointé du doigt pour avoir perçu un quart des sommes versées en pots-de-vin. Des accusations rejetées en bloc par Amar Ghoul. L'ancien ministre de la Justice et des Affaires étrangères Mohamed Bedjaoui a également été cité sans jamais être inquiété. Ceux qui s'attendaient à en savoir un peu plus sur les rouages

du système seront déçus. Ils le seront davantage avec l'ouverture puis le report du procès Sonatrach I.

Le déroulement du procès Khalifa s'avérera décevant : après sept jours de débats et d'audition, le procès s'avère être quasiment un non-événement. Et pourtant, la présence du principal accusé, Abdelmoumène Khalifa, était présentée comme le garant pour l'éclatement de la vérité. Son audition prouvera tout le contraire : après de longues années d'exil, Khalifa Abdelmoumène est à la barre.

Son audition laissera pantois plus d'un. Son avocat avait donné le ton, Khalifa a confirmé ses dires : ne point livrer en pâture des personnalités politiques.

Tous les observateurs qui avaient misé sur un grand déballage ont vite déchanté. Khalifa se contentera de se défendre, de tout nier mais sans jamais impliquer de hauts responsables. Jamais il ne prononcera un nom tout au long de son audition, confirmant à ceux qui avaient un doute que ce procès, tout comme les autres, n'est qu'un trompe-l'œil, une subtile manière de se débarrasser, au plus vite, d'affaires compromettantes.

N. I.

PROCÈS KHALIFA

Une huitième journée de «routine»

A la huitième journée du procès Khalifa, l'audition des accusés a porté particulièrement sur les crédits contractés d'une manière illégale, et qui seraient, en partie, à l'origine du trou financier de 2,3 milliards de dinars découvert en 2003, à la caisse principale de Chéraga. En interrogeant un prévenu, détenu, le procureur général a révélé pour la première fois que le préjudice financier a été finalement porté à 77 milliards de dinars ! Il précise que c'est le liquidateur de la banque qui est parvenu à l'établir en 2007.

**De notre envoyé spécial,
Mehdi Mehenni**

Mohand Amghar Arezki, ex-DG de Khalifa Rent Car (KRC), était le premier à passer à la barre, hier, au tribunal criminel près la cour de Blida.

Après trente ans de service à la BNA, il prend sa retraite pour rejoindre Khalifa Banque en 1998. Il débute avec un salaire de 80 000 DA avant de le voir évoluer à 100 000 DA, une fois installé à la tête de la direction générale de l'administration. En novembre 2000, il est nommé DG de KRC, à peine après sa création. Son salaire passe à 150 000 DA. Le juge entreprend de l'interroger sur la disparition de 40 voitures qui auraient été mises à la disposition de responsables d'OPGI et autres entreprises nationales. Aussi sur les 10 voitures de luxe qui devaient servir pour l'année de

l'Algérie en France en 2001. Pour les 40 voitures offertes à des DG et P-dg du secteur public, Mohand Amghar Arezki n'en a pas idée. S'agissant des 10 autres voitures, il finira par lâcher, après insistance du juge, qu'elles ont été mises à la disposition d'organismes de la fameuse année de l'Algérie en France. Un événement, rappelle le juge, qui n'a pourtant jamais eu lieu. L'accusé est très évasif et répond aux questions du président de l'audience approximativement. Le juge, visiblement contrarié, tente, dans un premier temps, de se retenir. Il lui demande qui était en charge de l'achat des voitures de KRC. Mohand Amghar Arezki dit que ce sont les actionnaires. Le juge lui rappelle qu'en 2007, il avait cité Badreddine Chachoua, directeur technique et chargé de la communication au groupe Khalifa. L'accusé nie. Le juge commence à s'impatisser. Il se penche sur les crédits que le prévenu a

contractés. En août 2002, Mohand Amghar Arezki a signé un chèque pour lui-même de 1,5 milliard de centimes, relevé des fonds de KRC. Il dit avoir eu l'accord verbal de Moumène Khalifa. Le juge lui indique que ce n'était pas la procédure légale. L'accusé s'embrouille et reste toujours évasif. Il explique, néanmoins, que cet argent lui a servi à l'achat d'un appartement de six pièces à Alger-Centre, plus précisément au quartier Khilifa-Boukhalfa. Le procureur général prend la relève et fait rappeler à Mohand Amghar Arezki qu'il avait aussi obtenu un crédit de 450 millions de centimes, en 1999, auprès de la banque Khalifa.

Le parquet vient de le coincer, puisqu'il révèle que l'appartement et les travaux d'aménagement lui ont coûté un milliard de centimes, et que le reste a été dépensé dans le remboursement de l'ancienne dette. «Vous reconnaissez donc avoir obtenu un deuxième crédit sans avoir remboursé le premier», lance le procureur général, l'air plutôt satisfait d'avoir finalement obtenu un aveu. Et comme pour l'enfoncer davantage, il lui rappelle que lorsque le liquidateur était intervenu en 2003, il avait revendu l'appartement pour en acheter un autre sur les hauteurs d'Alger, au quartier Saïd-Hamdine. Mohand Amghar Arezki ne voulait pas qu'on lui confisque son apparte-

ment, et le parquet lui fait rappeler qu'il avait dit au liquidateur à l'époque, que les 1,5 milliard de centimes étaient une donation de Moumène Khalifa et non pas un crédit. L'accusé nie.

Le juge reprend son interrogatoire et lui demande si Moumène Khalifa avait un bureau. Il répond qu'il n'en avait pas. Le juge trouve cela improbable et insiste. «Il n'avait pas de bureau parce qu'il se déplaçait beaucoup. Partout, c'était son bureau...», tente-t-il de convaincre. Le juge pique une colère noire : «C'est la première fois depuis le début du procès qu'un accusé me fatigue autant. Vous ne cessez de contourner les questions... Vous ne comprenez pas ce que je vous dis... Dans quelle langue voulez-vous que je vous parle... ? en arabe, en français, peut-être en chinois ?»

Le sévère rappel à l'ordre du juge ne semble pas trop faire changer d'attitude à Mohand Amghar Arezki. Il explique que du fait qu'il a vécu son enfance en France, il ne maîtrisait pas trop la langue arabe.

Il est à signaler que Moumène Khalifa comptait beaucoup sur le témoignage de Mohand Amghar Arezki. Depuis le début du procès, les deux prévenus, détenus, échangeaient beaucoup sur le banc des accusés.

M. M.

TOUT EN DÉCIDANT DE SAISIR LES INSTANCES INTERNATIONALES

Les trois avocats d'Oran reprennent leur grève de la faim

Les trois avocats contestataires du barreau d'Oran ont repris, hier, leur grève de la faim illimitée. Les grévistes qui dénoncent «l'abus de pouvoir du bâtonnat et la passivité totale de l'appareil judiciaire d'Oran» ont décidé de saisir les instances internationales.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le calvaire des trois avocats du barreau d'Oran se poursuit. Le 22 avril dernier, trois avocats du barreau d'Oran décident d'entamer une grève de la faim illimitée.

Le mouvement de contestation a été sus-

pendu trois jours après, suite à l'intervention de trois bâtonniers des wilayas d'Alger, Sidi-Bel-Abbès et Ouargla, qui ont promis de prendre l'affaire en charge. Une commission a été créée sur place avec une promesse de résoudre le problème au plus tard le 9 mai dernier.

Depuis, la commission n'a pas donné suite, a indiqué hier Salah Dabouz, président du bureau d'Alger de la LADDH (Ligue algérienne des droits de l'Homme).

Suspendus du barreau d'Oran, la seule «solution» qui leur a été proposée, c'est un transfert de barreau. Même ayant accepté cette proposition «d'exil», maître Belkacem

Saâdoun Souad dit que son dossier de transfert n'a toujours pas été libéré. Son tort, raconte-t-elle, c'est d'avoir déposé une plainte contre son ex-mari, membre du barreau d'Oran. Divorcée et ayant à charge trois filles, Maître Belkacem réclame à son ex-mari une pension alimentaire.

Le procès en appel a prononcé l'acquittement pour l'ex-mari. Suite à quoi, Maître Belkacem a été notifiée de sa radiation du barreau d'Oran. Une radiation qu'elle impute à son ex-mari «bras droit du bâtonnier». Malgré l'annulation de cette décision par la commission de recours de la Cour suprême, en janvier 2013, Maître Belkacem est toujours sus-

pendue. Maître Boutaleb Mohamed, quant à lui, stagiaire, raconte avoir été empêché de poursuivre son stage. La raison, dit-il, «j'ai été accusé d'avoir mené une campagne en faveur du rival du bâtonnier El Houari El Ouahrani».

M^e Naït Saleh Belkacem, le troisième gréviste, dit avoir déposé plusieurs plaintes contre le président du barreau pour malversation et détournement de fonds. Des plaintes restées sans suite et ce, dit-il, malgré les documents et les preuves qui ont été fournis. Suite à quoi, la décision de radiation lui été signifiée. Les trois avocats disent avoir épuisé tous les moyens de recours sans résultat.

S. A.